

Un «pétro-lobbyiste» au gouvernement, vrai

POLITIQUE FÉDÉRALE Albert Rösti est le favori dans la course à la succession d'Ueli Maurer au gouvernement. Homme de réseau, le Bernois est représentatif de l'action des lobbys à Berne. Si la transparence gagne du terrain, les groupes d'intérêt ont des moyens qui font la différence

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeberti

Le 7 décembre, le parlement suisse élira une nouvelle conseillère fédérale ou un nouveau conseiller fédéral. On sait déjà qu'Ueli Maurer, ministre des Finances démissionnaire, sera remplacé par une ou un UDC, aucun des autres partis n'ayant présenté de candidature. Parmi les cinq personnes adouées par les sections cantonales, Albert Rösti est le favori.

Le Bernois siège au Conseil national depuis une décennie. C'est un des princes du lobbying sous la Coupole. Avec seize mandats en plus de son rôle de conseiller national, il est le troisième élu le plus embrigadé. Albert Rösti a longtemps été l'homme des énergies fossiles au parlement. Jusqu'au milieu de l'année, il a présidé l'association des négociants en combustibles, Swissoil, qui se bat pour le maintien des chauffages à mazout. Aujourd'hui, il préside l'association Auto-Suisse (importateurs et concessionnaires automobiles) et siège au comité directeur

de Routesuisse, l'association faitière des usagers de la route. Enfin, il est «conseiller parlementaire» de l'Association suisse des transports routiers (Astag).

On peut en conclure qu'Albert Rösti a le profil d'un adversaire de la transition énergétique. Or, notre homme est également président de l'Association suisse pour l'aménagement des eaux. Comme tel, il défend des entreprises qui gèrent des barrages et qui font partie de la solution à la crise climatique en Suisse. Il a d'ailleurs récemment été au centre d'une offensive parlementaire sans précédent en faveur du solaire et de l'hydraulique. Il préside aussi l'Association suisse de recyclage du fer, du métal et du papier.

Shiva et Janus

Etonnante hybridation entre Shiva et Janus, Albert Rösti est à l'image de l'action des lobbys à Berne. Il est payé pour défendre des intérêts qui peuvent sembler contradictoires. Son action se fait à la lumière d'une transparence qui gagne progressivement le parlement suisse.

Lobbywatch, une association qui surveille les liens entre élus et groupes d'intérêt à Berne, a récemment publié son classement des politiciens les plus mandatés. Malgré un erreur gros-

depuis les années 1980, de déclarer leurs liens d'intérêt. Ils figurent dans leur fiche personnelle, sur le site du parlement. Les règles de ce registre ont été durcies. Il inclut désormais les noms des personnes auxquelles les élus accordent les deux accréditations permanentes à leur disposition. La distinction entre activité rémunérée et bénévole a été introduite en 2020. Elle est laissée à la libre appréciation des parlementaires. Il arrive que le cumul des sommes atteigne plusieurs dizaines de milliers de francs. «On peut alors soupçonner le parlementaire de n'être que le perroquet des associations qui le rémunèrent», regrette André Mach.



Suggéré par
Elliot Sanchez

«Les COP sont pleines de grandes promesses, or l'élection potentielle au Conseil fédéral d'un lobbyiste du pétrole, Albert Rösti, est bien la preuve que les actions en faveur du climat se font beaucoup trop lentement dans la réalité.»

sière concernant une élue du Centre, cet état des lieux reste instructif. Il est rendu possible grâce au fait que les parlementaires ont l'obligation,

«Transparence à contrecœur»

Ce professeur à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne le dit: «La transparence sur les liens entre élus et groupes d'intérêt gagne du terrain.» Mais ces progrès se font «à contrecœur d'une partie de ces acteurs», précise l'auteur de *Groupes d'intérêt et pouvoir politique*, paru en 2019 dans la collection Le Savoir suisse.

Nos politiques manquent-ils de connaissances sur le climat?

SAVOIRS En prévision du grand sommet international sur le climat à Charm el-Cheikh, des jeunes s'interrogent sur la capacité des décideur-euses politiques à lutter contre le réchauffement. Elus et élues à Berne répondent

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

Alors que politiques, diplomates, militant-es et chef-fes d'entreprise se retrouvent du 6 au 18 novembre à Charm el-Cheikh pour tenter de contrer le réchauffement climatique, les jeunes à qui *Le Temps* a choisi de confier cette édition spéciale ont une bonne question: n'est-ce pas problématique que les politicien-nes suisses ne soient presque jamais spécialistes du climat? D'autant plus qu'ils ne restent parfois que quelques années en fonction?

C'est en tout cas l'inquiétude de Martin*, étudiant en biomédecine à Genève, qui ne souhaite pas s'exprimer publiquement. «En politique, les partis non-écologistes n'amènent souvent aucune solution, ils s'accrochent au charbon et aux énergies fossiles. Les Vert-e-s veulent certes avancer, mais tiennent des discours illogiques. En les écoutant, on sait tout ce qui va mal, mais sans avoir de solutions.»

Difficile de changer les habitudes des gens

Martin, 21 ans, estime que «les gens ne veulent probablement pas changer la plupart de leurs habitudes», et s'intéresse donc aux «innovations techniques pouvant améliorer la situation climatique», lisant «le pour et le contre». Il remarque «qu'aucune solution n'est parfaite, mais certaines sont meilleures que d'autres. Le nucléaire, comme source d'énergie transitoire, me paraît le plus adapté, malgré le problème des déchets. Ce serait bien aussi d'offrir des transports publics plus spacieux assurant des fréquences plus élevées. Ce n'est que comme cela que les gens utiliseront moins leur voiture.»

Pour en arriver là, les décideur-euses politiques ont leur rôle à jouer. Que changer à leur niveau? «Au final, ce ne sont pas des scientifiques, ou alors très rarement. Ils et elles devraient travailler beaucoup plus main dans la main avec des scientifiques.»

Le propos est clair. «Je comprends tout à fait ce questionnement, le climat est un sujet très important et qui presse», réagit Marc Bühlmann, professeur à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Berne. «Mais notre système démocratique exige d'avoir une majorité politique

pour changer les choses, et, même si cela prend du temps, c'est primordial pour barrer la route à des abus autoritaires et des décisions farfelues.» Certes, mais ne devrait-on pas plus écouter la science? «C'est effectivement une tendance toujours plus forte. Etant moi-même scientifique, je remarque que les faits n'existent pas en soi scientifiquement. Etre scientifique, c'est interroger certains faits et tenter de les expliquer», dit-il, s'opposant à une «expertocratie» où les expert-es décideraient pour tout le monde.

«C'est plus confortable de rester dans le déni»

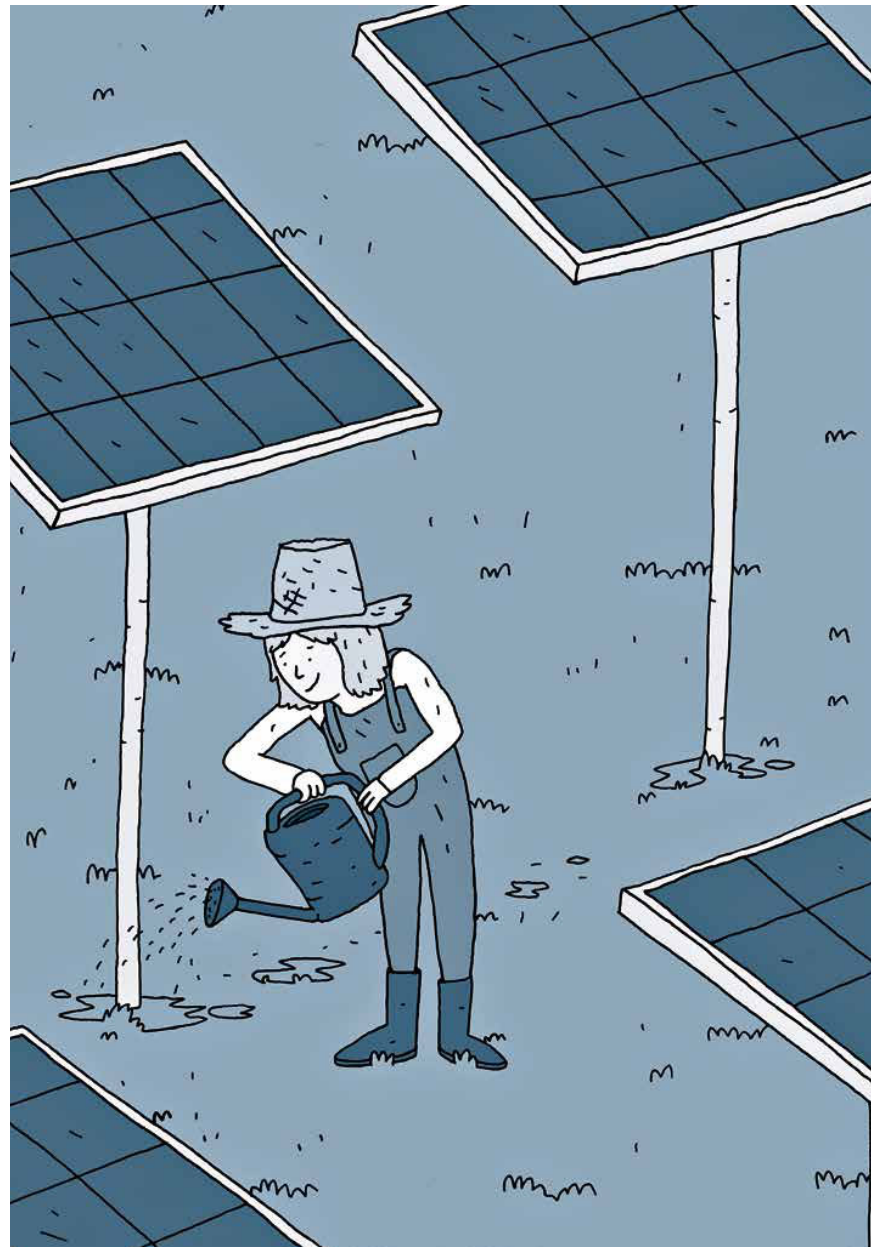
Conseillère nationale verte et docteur en climatologie et sciences environnementales, Valentine Python (VD) partage le constat de notre étudiant: peu d'élus disposent de larges connaissances en matière climatique. Parce qu'ils ne veulent pas? Ou parce qu'ils n'ont pas le temps? «Un peu des deux. C'est plus confortable de rester dans le déni, d'autant plus si l'on défend les intérêts de l'industrie du pétrole, des pesticides.» L'écologiste conteste la pertinence du nucléaire, qui «ne respecte pas» les limites géophysiques de la Terre. «Ce n'est pas une énergie renouvelable, elle est dépendante de l'uranium, une matière devant être extraite puis transformée et transportée, ce qui génère du CO₂ et pose le problème de la radioactivité et des déchets. Il s'agit d'un lourd

héritage et d'un risque pour les générations futures.» La Vaudoise prône entre autres la sobriété et les énergies vertes.

La population attend des politicien-nes qu'ils prennent les choses en main. Ceux-ci en sont-ils capables? Le conseiller national Jacques

Bourgeois (PLR/FR) en est persuadé. Avec certain-es collègues, il s'est attaché à concevoir un contre-projet indirect à l'initiative des glaciers. «Pour la première fois, nous inscrivons dans une base légale l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre en 2050. S'y ajoute un soutien à l'innovation dans les entreprises (1,2 milliard sur six ans) et une aide au remplacement des chauffages polluants (2 milliards sur dix ans). Nous avons mis tout cela sous toit en quelques mois.» Le sexagénaire formule un vœu: «J'aimerais entendre les jeunes soutenir ce contre-projet si nous votons dessus un jour; les scientifiques aussi d'ailleurs. Car la loi CO₂, refusée en votation en 2021, n'avait malheureusement été défendue que par certains politiques.» ■

*Prénom d'emprunt



ment?

Comment les lobbys pratiquent-ils? «Ils opèrent un ciblage fort dans la commission qui les concerne, répond André Mach. Les commissions de la santé, des transports et de l'énergie sont particulièrement concernées.» Autre phénomène observé: ces liens se font plus nombreux au fil d'une législation. Un projet de loi visant à encadrer ce «shopping» vient d'ailleurs d'échouer sous la Coupole. Avoir un élu sous sa coupe «permet au groupe d'intérêt de le sensibiliser» et de «suivre les dossiers» au parlement. Cette proximité permet d'entretenir des «interactions informelles pouvant aller jusqu'à la préparation d'amendements» aux lois en discussion, a-t-il constaté.

Si la transparence avance, «la capacité financière et d'expertise de certains groupes d'intérêt liés est bien plus forte que celle des partis», précise André Mach. Si bien que «dans les arcanes de l'administration fédérale et du parlement règne un déséquilibre en faveur de ceux qui ont le plus de moyens et de relais», conclut le professeur. ■

MAIS ENCORE

Etudier la biodiversité
Faire des études complètes en biodiversité sera possible en première suisse à l'Université de Zurich, dès la rentrée 2023. Le nouveau cursus doit permettre de former des spécialistes de ce domaine complexe, alors que les thèmes liés à l'environnement et au développement durable deviennent de plus en plus importants. (ATS)

Le bio, bon pour la nature et l'esprit

AGRICULTURE La part de cultures répandant aux directives bios ne cesse d'augmenter en Suisse. Pour les acteur-trices ayant franchi le pas, un retour en arrière est inimaginable, tant le cercle est vertueux. Et cela se ressent aussi dans les cursus de formation, toujours plus axés sur le bio

GRÉGOIRE BAUR
@GregBaur

Un mois d'avance. La Cave Caloz, à Miège (VS), n'a eu d'autre choix que d'anticiper les vendanges de raisins flétris, qui donneront des vins surmaturés. «Nous faisons face à des attaques de mouches suzukii, de guêpes et d'abeilles», indique au bout du fil, en cette fin octobre, Sandrine Caloz. Lorsqu'on travaille la terre, il faut s'adapter à la nature, qui est un allié, pas un ennemi.

La Valaisanne l'a bien compris. Elue vigneronne Bio Suisse de l'année 2019, elle ne pourrait envisager la vitiviniculture autrement qu'en prenant soin de la nature.

«Nos vignes sont vivantes, avec une faune et une flore importantes. Elles sont en équilibre et c'est extrêmement gratifiant», sourit-elle. Si son père, qui l'a précédée à la tête du domaine, avait déjà une fibre écologique, il n'avait pas passé le cap de la certification Bio Suisse. Pour sa fille, la condition est absolument indispensable pour prendre la relève. La transition se fera, dès 2013, étape par étape. «Le cercle est trop vertueux pour que j'envisage mon métier d'une manière différente», insiste-t-elle.

Le goutte-à-goutte est installé sur l'entier du domaine, ou presque. La culture intercalaire fait foi. «Nous semons au mois d'août un mélange composé notamment de trèfle d'Alexandrie, de navette d'hiver ou encore de seigle à faucher vert, et ces plantations couvrent nos sols en hiver», indique Sandrine Caloz. Le reste de l'année, ses vignes sont enherbées. Les herbicides sont ban-

nis et font place aux débroussaillages ou à des moutons blancs des Alpes, une race sans corne originaire du Bas-Valais et du Tessin. La Miégeoise estime que, à elle toute seule, cette décision a augmenté le coût de production de 30 à 40%. «Un-e à deux ouvrier-ières supplémentaires sont nécessaires. Il y a plus de travail à faire, c'est sûr, mais je ne changerais pour rien au monde. Cela me rend heureuse.»

L'enthousiasme est le même quelques kilomètres plus à l'ouest, à Saint-Pierre-de-Clages. Depuis cette année, la Cave Simon Maye & fils est certifiée Bio Suisse. A sa tête, Raphaël Maye représente la troisième génération de la famille à faire du monde du vin son métier. Il est à l'origine de la certification du domaine, bien qu'avant lui son père et son oncle se soient déjà lar-

gement distancés des produits de synthèse. «Nous avons dû changer quelques détails pour obtenir la certification. Nos habitudes de travail ont quelque peu évolué, mais ce n'était pas un grand écart», souligne l'œnologue.

Les terres nues ont fait place à des vignes pleines de vie. Insectes, oiseaux ou même lièvres: la faune a fait son retour au sein de la commune. «Cette biodiversité a des aspects à la fois positifs et négatifs pour la culture de la vigne. Mais le positif l'emporte, sans aucun doute», appuie Raphaël Maye. Et d'ajouter: «Il régnait désormais une atmosphère différente dans notre domaine. C'est difficilement explicable, mais ça donne encore plus envie d'aller dans les vignes.»

Sandrine Caloz et Raphaël Maye font partie des quelque 550 vigneronnes suisses qui cultivent leurs vignes selon les directives bios. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter en même temps que celui de la surface de vignes cultivées en bio. Si, au début du siècle, le vignoble biologique comptait 250 hectares,

ce chiffre a été multiplié par neuf en deux décennies pour atteindre 2244 hectares en 2021, soit 16,6% du vignoble de notre pays. Le chiffre est quasi-identique pour l'agriculture (17%).

Le bio au cœur des cursus de formation

La tendance est donc claire et cela se ressent aussi au cœur des établissements qui forment le monde agricole de demain. Dans le Jura, plus de 50% du plan de formation des apprenti-es agriculteur-trices porte sur l'agriculture biologique et l'agroécologie. «La formation repose depuis plus de trente ans sur les principes de la production intégrée. L'enseignement porte prioritairement sur la prévention, ensuite les méthodes de traitement et de soins alternatifs et, en dernier recours, les traitements curatifs», détaille Pierre-André Odiet, le responsable du département de la formation professionnelle et continue au sein de la Fondation rurale interjurassienne (FRI).

Directeur de l'École d'agriculture du Valais, Raphaël Gaillard abonde dans le même sens: «L'époque des années 1970, où l'on enseignait les traitements de synthèse comme une

arme de guerre qu'il fallait obligatoirement utiliser, est finie depuis longtemps.» S'il reconnaît que les heures spécialement dédiées au bio ne sont pas nombreuses, il précise que ce dernier se retrouve tout au long du cursus, en filigrane. Les cours qui concernent la physiologie de la vigne ou l'étude des sols sont, par exemple, les mêmes que le domaine soit ou non en bio. Et ce n'est que le début: «La nouvelle révision de la formation professionnelle qui entrera en vigueur dans les deux ou trois années à venir fera, encore plus, la part belle au bio.»

A la Haute École de viticulture et d'œnologie de Changins, le bio est intégré dans près de 90% des formations dispensées. Le conventionnel, lui, ne représente que quelques minutes dans le cadre de cours qui durent tout un semestre. Mais qui dit bio ne dit pas absence de traitement, rappelle Jean-Philippe Burdet, le responsable de la recherche et professeur de viticulture à Changins. Des produits comme le soufre, le cuivre ou même des insecticides d'origine naturelle sont nécessaires. Et d'indiquer: «Une viticulture avec zéro produit est illusoire aujourd'hui, avec nos cépages traditionnels.» ■



Suggéré par
Méloé Maye

VERBATIM



MÉLOÉ MAYE

«Tout au long de ma formation, j'ai eu le sentiment que le bio était très peu mis en avant dans le cadre des cours qui nous sont dispensés. Est-ce un manque de conviction des établissements ou un gap générationnel entre les intervenant-es et les élèves? Je ne sais pas. Tout ce que je souhaite, c'est que les formations agricoles présentent les différentes visions de l'agriculture, du conventionnel au bio, en passant par la production intégrée, pour que nous, élèves, puissions faire nos propres choix, en fonction de nos convictions et de nos conditions de travail.»

Occuper une colline ou bloquer un pont, ça marche?

ACTIVISME Un jeune invité par «Le Temps» s'interroge sur l'efficacité des différents moyens de contestation. Mais peut-on vraiment la jouer?

CAMILLE KRAFFT
@CamilleKra

Le 30 mars 2021, la police évacua la première zone à défendre (ZAD) de Suisse. Une année plus tard, l'initiative «Sauvons le Mormont» aboutissait avec près de 13 000 signatures. Le texte vise à inscrire dans la Constitution vaudoise la protection de la colline rendue célèbre par cette action de désobéissance civile. Portée par plusieurs partis de gauche et associations, l'initiative veut également pousser le canton à veiller à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et à favoriser l'usage de matériaux de construction respectueux de l'environnement. Elle est un exemple concret de la deuxième vie que peut mener une démarche de résistance en faveur du climat et de la biodiversité lorsqu'elle rebondit dans un cadre démocratique. Le peuple vaudois votera.

Victoire incertaine

Peut-on d'ores et déjà parler d'une victoire? Pas pour certains militant-es, qui ont enragé de voir les pelleteuses détruire l'utopie qu'ils avaient construite, puis ont dû rendre des comptes à la justice. Sans compter que la parcelle qu'ils défendaient n'est pas incluse dans l'initiative, à laquelle les zadistes ne se sont donc pas associés. «L'un des grands défauts de ces mouvements est qu'ils sont incapables de reconnaître les avancées qui découlent de leurs actions», relève Steven Tamburini, co-initiateur de la plateforme d'action citoyenne Agissons et

ancien gréviste du climat. «Cela est dû à l'imminence du défi auquel nous faisons face, et qui nécessite des changements de fond en comble.»

Reste que l'initiative n'aurait certainement jamais vu le jour sans l'occupation. Cela signifie-t-il qu'une ZAD est plus efficace que d'autres actions? Non, assure Steven Tamburini. «Il n'est pas possible de dire quels moyens d'action sont plus ou moins efficaces. Cela dépend du pays, de la région, du moment, des autorités en place, de la situation géopolitique, etc.»

Alignement de planètes

Dans le cas du Mormont, les planètes étaient apparemment alignées. «Avec cette occupation, la problématique du béton, de la biodiversité, et dans une moindre mesure de la reconversion industrielle sont devenus momentanément des sujets centraux», souligne Steven Tamburini. Pour Cécile Péchu, maître d'enseignement et de recherches à l'Université de Lausanne, il y a eu «très certainement» une prise de conscience au sein de l'opinion publique. «On pourrait se demander si cela sera susceptible d'influencer les juges fédéraux-ales qui doivent encore se prononcer sur le recours contre l'extension de la carrière», souligne la sociologue.

Selon elle, «l'impact en termes de politiques publiques de ces mouvements est à distinguer de l'impact culturel ou de l'impact sur les trajectoires biographiques ultérieures des manifestant-es». Les actions spectaculaires, comme lorsque les activistes de Renovate Switzerland se collent les mains au bitume ou que ceux de Just Stop Oil repeignent un Van Gogh, ont-elles davantage d'incidences que les autres? On ne sait pas, car

les sciences sociales n'ont pas de réponse tranchée à ce sujet. «Les études s'affrontent quant à savoir si une approche modérée est plus ou moins efficace qu'une approche disruptive», répond Cécile Péchu. Ces mouvements existent parce qu'on en parle. Les actions «coups-de-poing» vont donc toucher l'opinion publique. Mais est-ce dans un sens favorable?»

Autre génération

Pour Sylvaine Bulle, professeure de sociologie à l'Université de Paris, «les militant-es de XR ou Just Stop Oil sont d'une génération pour qui la visibilité numérique est un gage d'efficacité. Mais l'impact politique de ces actions est quasi nul.» Dans les ZAD historiques françaises comme celle de Notre-Dame-des-Landes, les occupant-es sont d'une autre génération. «Ils et elles refusent en bloc le système établi et se soucient donc peu de l'opinion publique», relève Sylvaine Bulle. Au Mormont, le profil sociologique était différent, puisque le noyau de base était composé de jeunes militant-es climatiques.

«Le problème, c'est que pour être efficaces, ces actions doivent susciter un débat de fond. Or, les politiques, particulièrement à droite, refusent d'entrer en matière sur le fond», relève Steven Tamburini. Découragés par le manque de réactions politiques, essorés par la répression, les mouvements se transforment pour tenter de gagner en efficacité. Alors que XR suisse s'est essouffé, le mouvement Renovate Switzerland prend le relais avec une revendication très concrète: un plan de rénovation thermique des bâtiments.

Quant à Steven Tamburini, il s'est tourné vers l'action citoyenne via une plateforme qui multiplie les initiatives populaires en faveur du climat. «On désobéit pas aux lois mais aux normes et aux attentes du système institutionnel.» ■

